

**Convention collective nationale**

**IDCC : 277. – AVOUÉS PRÈS LES COURS D'APPEL  
ET LEUR PERSONNEL  
(22 septembre 1959)**

---

**ACCORD DU 3 NOVEMBRE 2010**  
RELATIF À LA CONVENTION D'ASSURANCE COLLECTIVE

NOR : ASET1150042M

IDCC : 277

**PRÉAMBULE**

Par accord national professionnel du 26 septembre 2002 à la convention collective nationale de travail du 20 septembre 1959, réglant les rapports entre les avoués près les cours d'appel et leur personnel, la chambre nationale des avoués et les organisations syndicales représentatives des salariés de la branche ont mis en place une garantie « dépendance » et une garantie « assistance ».

Par accord national professionnel du 12 mai 2005, la chambre nationale des avoués et les organisations syndicales représentatives des salariés de la branche professionnelle ont précisé les conditions de la garantie « dépendance ».

Par accord national professionnel du 10 avril 2008, la chambre nationale des avoués et les organisations syndicales représentatives des salariés de la branche professionnelle ont modifié les conditions d'application de la garantie « dépendance ».

Par avenant du 21 décembre 2009 à l'accord national professionnel, la chambre nationale des avoués et les organisations syndicales représentatives des salariés de la branche ont substitué aux garanties rappelées ci-dessus un nouveau régime de dépendance, aux conditions d'accès indépendantes de celles fixées au titre d'autres régimes créés antérieurement, hormis celles qui concernaient la fermeture de la garantie définie par l'accord du 26 septembre 2002, tel que modifié par les accords des 12 mai 2005 et 10 avril 2008.

Du fait des travaux parlementaires en cours sur le projet de loi décidant la suppression de la profession des avoués près les cours d'appel et de leurs études par effet automatique de la fusion des professions d'avoués et d'avocats, qui placera les employeurs de la branche et leur personnel salarié sous les dispositions de la convention collective nationale de travail du 20 février 1979 réglant les rapports entre les avocats et leur personnel, et en particulier de l'avenant 93 *bis* à celle-ci, tel que signé le 23 juillet 2010, des modalités transitoires ont été prises au titre de l'année 2010 à l'effet de tenir compte des conséquences probables de cette suppression.

Les modalités concrètes de ce régime ont suscité des réserves des organismes de sécurité sociale, quant au sort social des contributions alimentant le fonds d'aide au maintien de la garantie dépendance des retraités (AMGDR). Les discussions ouvertes à ce sujet avec l'ACOSS mais aussi les modifications des textes relatifs aux régimes (art.L. 137-11 du code de la sécurité sociale) introduits dans le projet de réforme des retraites ont conduit les parties à la convention collective à supprimer ce fonds à effet rétroactif du 1<sup>er</sup> janvier 2010, et à réviser le régime instauré par l'avenant à l'accord national professionnel réglant les rapports entre les avoués près les cours d'appel et leur personnel signé le 21 décembre 2009, en introduisant une meilleure égalité de traitement entre les bénéficiaires et en organisant la solidarité à l'intérieur de la profession.

L'objet de l'avenant à l'accord national professionnel réglant les rapports entre les avoués près les cours d'appel et leur personnel signé le 3 novembre 2010 (ci-après dénommé l'avenant du 3 novembre 2010) à vocation à réviser le texte de l'avenant du 21 décembre 2009 susvisé auquel il se substitue en totalité à compter de sa date d'effet, soit le 1<sup>er</sup> janvier 2010, hormis pour ce qui concerne les dispositions transitoires qui étaient contenues au point III.3.1.1 de la troisième partie de celui-ci.

Ces accords successifs ont désigné la CREPA comme étant organisme assureur de la garantie.

La présente convention d'assurance collective a pour objet de fixer ci-après les conditions d'assurances issues de cette désignation.

## **Article 1<sup>er</sup>**

### *Objet*

Par la présente convention d'assurance collective, la CREPA prend acte de sa désignation en qualité d'assureur de la garantie dépendance établie par l'avenant du 3 novembre 2010. La CREPA accepte cette désignation dans les conditions et modalités fixées ci-après.

## **Article 2**

### *Conditions*

2.1. Les parties à la présente convention d'assurance collective conviennent que les modalités de l'assurance de la garantie dépendance établie par l'avenant du 3 novembre 2010 seront celles issues des règlements, notice et contrats déterminant les modalités des garanties obligatoires et facultatives dudit avenant, tels qu'établis en application du code de la sécurité sociale.

2.2. La CREPA s'engage à rendre compte chaque année aux partenaires sociaux de la convention collective nationale de travail du 20 septembre 1959 réglant les rapports entre les avoués près les cours d'appel et leur personnel des conditions de la mutualisation organisée par ledit avenant, afin de permettre d'atteindre les buts visés par ce dernier, à savoir une meilleure égalité de traitement entre les bénéficiaires, en organisant la solidarité à l'intérieur de la profession.

## **Article 3**

### *Effet. – Durée*

La présente convention d'assurance collective prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2010 et se renouvelle par période quinquennale dans les conditions de l'avenant du 3 novembre 2010. Selon l'avenant du 3 novembre 2010, la première période quinquennale prendra fin le 31 décembre 2014.

Elle pourra toutefois être résiliée par la CREPA avant l'expiration d'une période quinquennale en cas de désaccord avec les partenaires sociaux consécutivement à :

- une modification réglementaire ou législative nécessitant notamment une révision des modalités tarifaires ou des garanties, telles que déterminées par l'avenant du 3 novembre 2010 ;
- une modification substantielle des conditions de l'assurance et/ou de la réassurance de la garantie dépendance établie par l'avenant du 3 novembre 2010 ;
- la révision de la cotisation telle que visée notamment à l'article IV « Cotisation », paragraphe 4.3 « Révision de la cotisation » de la première partie de l'avenant du 3 novembre 2010.

En cas de résiliation, la CREPA devra respecter un préavis de 6 mois et la notifier par lettre recommandée avec avis de réception adressée aux partenaires sociaux de la convention collective nationale de travail du 20 septembre 1959 réglant les rapports entre les avoués près les cours d'appel et leur personnel. La résiliation prendra effet au 31 décembre à minuit de l'année en cours.

## **Article 4**

### *Subrogation*

La CREPA est subrogée dans les droits et actions de toute personne physique, bénéficiaire de tout ou partie de la garantie qu'elle assure en application de l'avenant du 3 novembre 2010 ainsi que des règlements, notice et contrats y résultant, contre tout tiers responsable.

## **Article 5**

### *Conséquences du non-renouvellement de la désignation de la CREPA ou de la résiliation de la convention par la CREPA*

En cas de non-renouvellement de la désignation de la CREPA ou de résiliation de la convention par la CREPA, les parties à la présente convention d'assurance collective s'engagent à se réunir dans les 3 mois qui suivront la notification de la décision prise pour convenir des conséquences de celle-ci, et notamment des modalités de transfert des provisions constituées (y compris celles correspondant aux sinistres en cours) vers l'organisme assureur qui sera désigné par les partenaires sociaux. Dès lors, ce dernier assurera notamment le paiement des prestations de base en cours et des revalorisations futures conformément à l'article L. 912-3 du code de la sécurité sociale.

Fait à Paris, le 3 novembre 2010.

### **Organisation patronale :**

CNA.

### **Syndicats de salariés ;**

FS CFDT ;

SPAAC CFE-CGC ;

SNECPJJ CFTC.